

COMITÉ

Entre deux votations cruciales pour l'État social

Michael Spahr
michael.spahr@sev-online.ch

Le 22 mars, le comité SEV s'est rencontré pour sa deuxième séance de l'année. Figuraient au programme le bouclage 2023, la rétrospective sur la votation sur la 13^e rente AVS et un regard sur les futures votations. En outre, le comité a accepté la fusion de diverses sections VPT neuchâteloises pour former la nouvelle section TransN.

« 2023 était une bonne année », a déclaré le responsable des finances du SEV, Aroldo Cambi. Nous avons pu recruter 1923 nouveaux membres, c'est le deuxième meilleur résultat de ces dernières années. « Ce qui est particulièrement positif, c'est que nous n'avons encore jamais enregistré autant de nouveaux membres par rapport aux départs », a-t-il souligné. « Le résultat financier du SEV est réjouissant, il a été marqué entre autres par un redressement significatif des marchés financiers. » Le comité a accepté le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels 2023.

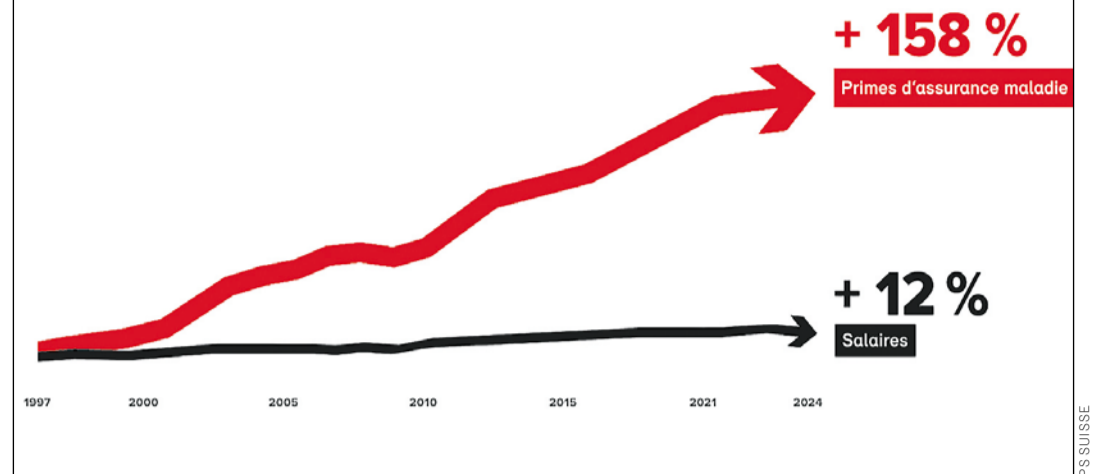
Le résultat des votations du 3 mars peut aussi nous rendre optimistes. Pour la première fois dans l'histoire de la Suisse, les syndicats ont réussi tous ensemble à faire accepter par le

peuple une initiative visant à une extension de l'État social. « Nous avons bien fait les choses mais nous avons aussi eu de la chance », a expliqué Michael Spahr, responsable de la communication au SEV et en charge des campagnes. « Beaucoup de gens se sont rendu compte qu'à la fin du mois, ils n'avaient plus grand-chose dans le portemonnaie. Le renchérissement concerne tout le monde. La votation sur une 13^e rente AVS est arrivée au bon moment. Finalement, nous avons quand même gagné grâce à l'infatigable engagement des syndicats. » Les membres des syndicats, les militants et les professionnels ont été constamment sur le terrain pour distribuer des flyers; ils ont envoyé des mails, écrit des lettres de lecteur, se sont engagés dans les réseaux sociaux et tous ont parfaitement collaboré. La 13^e rente AVS sera versée à partir de 2026.

Baisser les primes, augmenter les salaires!

« Malheureusement, nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. Le 9 juin déjà nous devons faire un pas supplémentaire pour contrer la crise liée au pouvoir d'achat: il s'agira de dire oui à l'initiative d'allègement des primes d'assurance maladie. Et à l'automne nous devons enterrer la réforme LPP qui passera aux urnes », a poursuivi Michael Spahr. Depuis l'introduction de l'assurance maladie

Evolution des salaires et des primes d'assurance maladie



Depuis l'an 2000, les primes ont connu une hausse sans rapport avec celle des salaires. L'initiative pour l'allègement des primes d'assurance maladie veut mettre un terme à cette évolution.

obligatoire en 1996, les primes ont augmenté d'environ 160% alors que les salaires n'ont augmenté que de 12% durant la même période. Certes, les personnes et familles à faible revenu bénéficient d'une réduction des primes d'assurance maladie, toutefois l'assurance maladie devient un fardeau de plus en plus lourd pour la classe moyenne.

Pour cette raison, le PS et d'autres organisations ont lancé une initiative pour demander que les primes ne puissent pas dépasser 10% du revenu disponible. Le comité d'initiative a fait des propositions sur la manière de baisser concrètement les primes des caisses maladie, par exemple, avec des prix plus bas pour les médicaments, de meilleurs tarifs pour la desserte de base, et plus de prévention.

Il y a donc aujourd'hui déjà des solutions qui constituent des arguments valables pour cette initiative. « C'est une bonne chose d'avoir des arguments déjà tout prêts, car les lobbies financiers qui sont contre cette initiative vont faire tout leur possible durant les mois à venir pour déboussoler les gens et leur faire peur, ce qu'ils ont d'ailleurs aussi tenté pour la 13^e rente », a expliqué Michael Spahr. L'USS thématise les primes des caisses maladie le 1^{er} Mai et en a déjà proclamé le slogan: « Baisser les primes, augmenter les salaires! »

Probablement le 22 septembre, le peuple suisse votera sur le prochain sujet de politique sociale. Il sera question du référendum contre la réforme de la loi sur la prévoyance professionnelle (LPP) que le SEV soutient. Notre syndicat doit lutter ici pour un rejet de cette réforme afin d'éviter que les salarié-es ne doivent payer plus pour, finalement, recevoir moins de rentes.

Nouvelle section VPT transN

Pour terminer cette séance, le comité SEV a accepté la fusion des sections VPT TPCV, TRN-rail et Neuchâtel TN au 1^{er} mai 2024. La nouvelle section s'appellera VPT transN. Jusqu'à aujourd'hui, il y avait trois comités de section, dispersés dans tout le canton de Neuchâtel. Depuis la fondation de l'entreprise transN issue de la fusion des TN et TRN en 2012, on a pu constater que la représentation des divers domaines d'activité de l'entreprise était répartie entre ces trois sections et qu'on n'avait pas toujours le bon interlocuteur pour la profession concernée. En fusionnant les sections, les membres du comité doivent se spécialiser dans la représentation des différentes branches. En outre, il sera aussi plus facile de constituer un comité de section plus représentatif, que ce soit en termes géographiques ou en fonction des professions. Les trois assemblées de section ont également accepté la fusion.

+

-

Selon Alliance SwissPass, les transports publics (TP) ont enregistré un **chiffre d'affaires de 6,374 milliards** de francs en 2023, ce qui représente une **augmentation de 7,2%** par rapport à 2022. En 2023, les billets unitaires ont représenté 70,8% des quelque 248 millions de billets et d'abonnements vendus. Le trafic de loisirs a notamment augmenté l'an dernier. Afin de répondre à la croissance de la mobilité et de parvenir à un transfert vers les TP, il convient de garantir le financement des investissements nécessaires.

Le Conseil national a rejeté la pétition du SEV, syndicom et SSP « **Pas de mesures d'économie dans le trafic régional des voyageurs (TRV)** ». Certes, la demande de la pétition a déjà été partiellement satisfaite l'année dernière et le crédit TRV a été augmenté de 55 millions de francs, mais **des mesures d'économie menacent à nouveau**. Le Conseil fédéral a de nouveau réduit le crédit d'engagement de 1,4% dans le plan financier 2025. Le TRV disposerait de 40 millions de moins que ce qui était prévu pour la période de financement 2022 à 2025. A suivre.



Les transports publics se sont largement remis de la crise du Covid.

PHILIPP HADORN répond

Swiss doit à nouveau valoriser son personnel

? L'année dernière, Swiss a réalisé le meilleur résultat annuel de son histoire avec un résultat opérationnel de 718,5 millions de francs. Qu'en pense le syndicat du personnel au sol?

SEV-GATA félicite le personnel de Swiss pour ce succès qu'il a rendu possible grâce à son grand engagement. C'était loin d'être évident vu le sous-effectif massif dans de nombreuses fonctions. Celui-ci remonte au licenciement collectif fatal de 2021. À l'époque, la direction a ignoré les avertissements insistants de SEV-GATA, selon lesquels les collègues licencié-es manqueraient bientôt dès qu'il serait à nouveau possible de voler à grande échelle – ce qui s'est rapidement produit. Aujourd'hui encore, le personnel doit payer les pots cassés et fournir des prestations supplémentaires jusqu'à épuisement, tandis que la direction se vante de coûts de production bas et de résultats de rêve.

En 2023 et 2024, plus de 3000 collaborateurs seront recrutés. Les pertes des deux années de Covid ont été compensées en l'espace de deux ans. Il est d'autant plus incompréhensible que la direction n'ait même pas voulu garantir la compensation du renchérissement lors des négociations salariales pour 2024 et qu'elle ait rompu les négociations lorsque les syndicats ont insisté sur la compensation du renchérissement et exigé une participation appropriée des collaborateurs-trices aux fruits de leur travail. Avec le nouveau CEO, la direction doit à nouveau accorder au personnel l'estime qui lui est due et lui permettre de travailler dignement – sans stress ni surcharge de travail permanents. Il est urgent de remettre en place un partenariat social digne de ce nom avec une réelle participation.

Philipp Hadorn est secrétaire syndical au SEV et président de SEV-GATA.

Une question? Écrivez-nous à journal@sev-online.